



**Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine**

## **HALTE À LA DÉSTABILISATION DES INSTITUTIONS DE L'U.A. ET DE LA CEDEAO PAR LE PRÉSIDENT OLOSEGUN OBANSANJO !**

La **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** exprime sa vive émotion et sa totale réprobation par rapport à la manière dont le Président Olosegun Obasanjo, Président du Nigeria et Président en exercice de l'Union Africaine traite avec le mépris le plus souverain la Commission de l'Union Africaine, prenant le grave risque historique d'une dangereuse crise institutionnelle à l'Union Africaine et à la CEDEAO.

La **RADDHO** est vivement préoccupée par le reflux que l'on constate dans la sous-région concernant la bonne gouvernance politique, économique et sociale, par la décrue en matière de respect des Droits humains et des principes de l'Etat de droit, mais fondamentalement par la restauration de pratiques qui tournent totalement le dos aux idéaux, aux textes et aux promesses des Chefs d'Etat et de Gouvernement contenus dans le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) du NEPAD, ainsi que dans la Déclaration solennelle de la Conférence sur la Sécurité, la Stabilité, le Développement et la Coopération en Afrique (CSSDCA). Par ailleurs, la RADDHO condamne fermement la protection par le même Président Obasanjo du criminel de guerre Charles Taylor qui se paye une retraite dorée à Calabar, d'où il déstabilise le processus électoral en cours au Libéria. Charles Taylor doit répondre de ses crimes devant la Cour Pénale Internationale (CPI).

La crise togolaise et sa gestion catastrophique par la CEDEAO, et surtout l'implication permanente de Olosegun Obansajo dans le forcing électoral et la tentative d'imposer à l'Union Africaine la légitimité de Faure Gnassingbe, est aujourd'hui très révélatrice d'un bond en arrière et des divergences qui existent entre le gardien du temple de l'Acte Constitutif et des Textes de l'Union Africaine qu'est le Président Alpha Oumar Konaré et les Présidents africains qui désirent le rétablissement du défunt Syndicat des Chefs d'Etat de l'OUA. La Commission de l'Union Africaine est un Organe révolutionnaire qui, par des réformes audacieuses, a contribué à crédibiliser l'image de la Renaissance africaine et a redonné espoir aux peuples du continent. La Commission de l'Union Africaine, par ses positions sur la crise togolaise et l'observance d'une réserve tout au long du processus électoral, est tout à fait habilitée par sa crédibilité et son autorité à s'impliquer tout naturellement pour faciliter le dialogue politique au Togo après l'échec cuisant de la CEDEAO.

La **RADDHO** demande solennellement aux Chefs d'Etat de Gouvernement :

- de faire pression sur le Président Obasanjo dont l'activisme débridé au plan sous-régional, régional et international est de nature à menacer gravement les institutions de l'Union Africaine et de la CEDEAO ;
- de renforcer l'autorité du Professeur Alpha Oumar Konaré, Président de la Commission de l'Union Africaine, qui a accompli sa mission à la tête de la Commission comme un sacerdoce, avec dévouement, compétence et un sens élevé des responsabilités.

**Fait à Dakar, le 5 Juin 2005**  
**Le Secrétariat Général**

